
CONSEIL GENERAL

Séance du 10 décembre 2015

Message N° 4

Modification du Règlement organique du Service de défense contre l'incendie et de lutte contre les éléments naturels

Introduction

Suite à la signature de la Convention intercommunale relative à la fusion des Corps des Sapeurs-pompiers entre les Conseils communaux de Billens-Hennens, de Mézières et de Romont, le règlement organique du Service de défense contre l'incendie et de lutte contre les éléments naturels se devait d'être modifié.

Descriptif

Le Conseil général a adopté le règlement organique du Service de défense contre l'incendie et de lutte contre les éléments naturels le 7 juillet 2011. Suite à la signature de la Convention intercommunale relative à la fusion des Corps des Sapeurs-pompiers entre les Conseils communaux de Billens-Hennens, de Mézières et de Romont, le règlement devait être adapté au texte de la Convention. Actuellement, les trois corps de Sapeurs-pompiers sont réunis sous le nom de Corps de Sapeurs-pompiers intercommunal, Glâne-Centre (CSPI Glâne-Centre). Les Communes ayant chacune leur règlement respectif, il y avait donc lieu de revoir dans son intégralité ces règlements afin de les uniformiser. Si, sur le fond, il n'y a pas de modifications majeures, les termes et les responsabilités devaient être établis.

Ce règlement sera commun aux trois communes et sera adopté par les différentes assemblées communales ou Conseil général.

Dans les faits, nous pouvons énumérer les principales adaptations comme suit :

- Mise à jour des différentes références législatives (ajout de la Convention intercommunale dans les bases légales) ;

- Les communes de Billens-Hennens et de Mézières ne faisant pas partie du Centre de renfort (CR), ce dernier fait désormais parti d'une annexe ;
- Les amendes, les convocations, le recrutement ainsi que les taxes ont été uniformisés pour les trois communes ;
- Les responsabilités de chaque commune respective ont été déléguées au Comité de Gestion intercommunale (COGESTI) formé de membres des différents Conseils communaux ;
- Les compétences entre la COGESTI et les Conseils communaux ont également été redéfinies ;

Mise à part cette refonte administrative, le règlement organique n'a pas subi de modifications majeures dans sa substance.

Le Conseil communal invite le Conseil général à accepter la modification du règlement organique du service de défense contre l'incendie et de lutte contre les éléments naturels annexé à ce message.

Octobre 2015

Le Conseil communal

Annexe :

- Règlement organique du service de défense contre l'incendie et de lutte contre les éléments naturels

RÈGLEMENT ORGANIQUE DU SERVICE DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE ET DE LUTTE CONTRE LES ÉLÉMENTS NATURELS

Le Conseil général

- Vu la Loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (LPolFeu; RSF 731.0.1; ci-après : la loi) ;
- Vu le Règlement du 28 décembre 1965 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RPolFeu; RSF 731.0.11; ci-après : le règlement) ;
- Vu la Loi du 13 décembre 2007 sur la protection de la population (LProtPop; RSF 52.2) ;
- Vu la Loi du 25 septembre 1980 sur les Communes (LCo; RSF 140.1) ;
- Vu la Convention conclue le 1^{er} janvier 2014 entre les Conseils communaux de Billens-Hennens, de Mézières et de Romont,

NOTE : Dans l'ensemble de ce règlement, les termes « Préfet, sapeur-pompier, Commandant, remplaçant, officier, sous-officier, président » s'appliquent aux personnes des deux sexes.

édicte :

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

Article premier

¹ Le Conseil communal est responsable de la défense contre l'incendie et de la protection contre les éléments naturels.

² Pour accomplir cette mission, les Communes de Billens-Hennens, de Mézières et de Romont organisent un Corps de sapeurs-pompiers commun (Corps de sapeurs-pompiers intercommunal, CSPI Glâne-Centre). La collaboration intercommunale est régie par convention.

Article 2

¹ Chaque Conseil communal constitue sa propre Commission locale du feu.

² Pour assurer la gestion du Corps de sapeurs-pompiers intercommunal, il est constitué une Commission de gestion intercommunale (COGESTI) conformément à la convention ; le Conseil communal désigne les membres représentant la Commune de Romont dans ladite commission.

CHAPITRE II

COMMISSION LOCALE DU FEU

Article 3

La Commission locale du feu est composée de cinq membres, nommés par le Conseil communal pour la durée d'une législature. Elle est présidée par un membre du Conseil communal. Le Commandant du Corps des sapeurs-pompiers ou un officier désigné par celui-ci en fait partie de droit.

Article 4

¹ Les compétences de la Commission locale du feu sont celles prévues par l'article 7 de la Loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels et par l'article 3 et 3a du Règlement.

² Sont réservées les compétences (préparation du budget et des décomptes, coordination, préavis pour la nomination du commandant et de son remplaçant) attribuées à la COGESTI par la Convention intercommunale.

CHAPITRE III

CORPS DE SAPEURS-POMPIERS

A Obligation de servir - recrutement - taxe d'exemption

Article 5

¹ Le service de défense contre l'incendie ou le paiement de la taxe d'exemption est obligatoire pour tout homme ou femme domicilié/e sur le territoire de la commune, quelle que soit sa nationalité, dès 20 ans révolus et jusqu'au 31 décembre de ses 49 ans.

² Les jeunes gens et les jeunes filles âgés de 18 ans révolus peuvent, s'ils le demandent, être incorporés dans le Corps des sapeurs-pompiers.

³ De plus, si les conditions de motivation, de compétence ainsi que de disponibilité sont remplies, la possibilité est offerte aux membres du Corps qui en font expressément la demande de poursuivre le service sur une base volontaire jusqu'à l'âge de 65 ans.

⁴ Sont dispensés du service dans le Corps de sapeurs-pompiers et également exonérés du paiement de la taxe d'exemption :

- a) le Préfet et son Lieutenant ;
- b) les membres du Conseil communal et le Secrétaire communal ;
- c) les membres du Corps de Police cantonale et communale ;
- d) les personnes s'occupant, dans leur propre ménage, d'une personne invalide ou impotente, ou d'un enfant, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge de 16 ans révolus; dans un couple marié ou un partenariat enregistré, une seule personne bénéficie de cette exemption ;
- e) les personnes qui ont servi pendant 20 ans dans un Corps peuvent être dispensées du service. Il est tenu compte des années effectuées dans un autre Corps des sapeurs-pompiers ;
- f) les ecclésiastiques et les séminaristes ;
- g) les personnes qui sont incorporées dans un Corps de sapeurs-pompiers ainsi que dans les corps d'entreprise ou d'établissement officiellement reconnu ;
- h) les personnes au bénéfice d'une rente AI ;
- i) les personnes qui perdent leur aptitude à servir à la suite d'une atteinte à leur santé subie dans le cadre d'un service commandé.

⁵ Les employés communaux sont soumis aux dispositions régies dans le cadre du contrat d'engagement

Article 6

¹ Avant son entrée en fonction, le sapeur-pompier doit être déclaré apte au service par un médecin conformément à la recommandation concernant l'examen médical des sapeurs-pompiers FSSP.

² Les porteurs d'appareil de protection respiratoire sont périodiquement soumis à un examen médical. L'ECAB en précise les exigences.

³ Les frais y relatifs sont pris en charge par les communes.

Article 7

¹ Les hommes et les femmes soumis à l'obligation de faire le service et qui ne sont pas incorporés paient une taxe d'exemption annuelle (cf. annexe 1 du présent règlement).

² Le produit de la taxe d'exemption est exclusivement affecté au service de défense contre l'incendie.

³ En cas de déménagement dans une autre commune d'une personne soumise à la taxe, la commune facture sa part prorata temporis.

⁴ Toute taxe d'exemption non payée à l'échéance porte intérêt au taux de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques.

B Compétences des Conseils communaux

Article 8

Sur proposition de la COGESTI, les Conseils communaux réunis nomment, conformément aux dispositions de la Loi (LPolFeu) et du Règlement cantonal (RPolFeu)

- le Commandant, avec l'assentiment préalable du Préfet et de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB) ;
- le remplaçant du Commandant et les officiers subalternes.

Article 9

¹ L'effectif du Corps des sapeurs-pompiers intercommunal ne peut pas être inférieur à 12 personnes pour 1'000 habitants, ni supérieur à 20 personnes pour 1'000 habitants, réparti

proportionnellement au nombre d'habitants de chaque commune sur la base de la dernière population légale connue.

² Il veille à ce qu'une partie de l'effectif du Corps des sapeurs-pompiers ne soit astreint ni à la protection civile ni à l'armée.

³ La répartition de l'effectif entre les communes est réglée selon l'article 9 de la Convention.

⁴ Le recrutement a lieu par voie d'appel personnel ou par avis au pilier public.

⁵ Nul ne peut exiger son incorporation dans le Corps de sapeurs-pompiers.

Article 10

¹ La COGESTI propose aux Conseils communaux réunis le Commandant et son remplaçant et nomme les officiers.

² Elle prévise les exemptions, les licenciements et les exclusions, à l'intention du Conseil communal de domicile de la personne concernée (cf. article 28 alinéa 2 du présent règlement).

Article 11

Sous réserve des disponibilités budgétaires, la COGESTI fixe le traitement des cadres, la solde des cadres et des sapeurs-pompiers pour les exercices, pour les sinistres et pour les services spéciaux, en tenant compte du grade et de l'importance de la fonction.

Article 12

L'équipement des sapeurs-pompiers et le matériel de défense sont fournis par les communes conformément aux exigences de la loi et du règlement, ainsi que des directives de l'ECAB.

Article 13

La compétence pour tenir l'inventaire du matériel et l'état nominatif du Corps est déléguée à l'Etat-major. Un rapport sur le matériel est adressé annuellement aux Conseils communaux.

C Organisation du Corps

Article 14

Le Corps des sapeurs-pompiers, militairement organisé, est placé sous la surveillance de la COGESTI et sous les ordres de son Commandant. Il doit pouvoir assurer, en tout temps, une intervention rapide et efficace en cas de sinistre.

Il comprend :

- un Etat-Major ;
- une section Centre de renfort (CR) ;
- une section intercommunale ;
- un service de police.

Article 15

La direction du Corps est confiée au Commandant. Il est soutenu dans cette tâche par l'Etat-major qui est constitué par des cadres, à savoir un Commandant, un remplaçant du Commandant, des officiers, un fourrier. Les cadres représentent environ un tiers de l'effectif total.

Article 16

Le Commandant du Corps est responsable de l'instruction et de la discipline. Pour le reste, les attributions du Commandant ou de son remplaçant sont fixées par la loi et le règlement cantonal.

Article 17

¹ Le Commandant ou son remplaçant fixe la date des exercices obligatoires; il les annonce au moins 10 jours à l'avance à la COGESTI, à la Préfecture, à l'Inspection cantonale des sapeurs-pompiers et au Président de la Commission d'instruction du district.

² Le Commandant est responsable de l'organisation du système d'alarme conformément aux directives de l'ECAB et d'un service de police.

³ Après un incendie, il adresse immédiatement un rapport détaillé au Conseil communal, à la Préfecture et à l'ECAB (conformément aux directives de l'ECAB).

⁴ La COGESTI fixe le montant d'une intervention en se basant sur les prescriptions tarifaires cantonales et de l'ECAB et peut, sous réserve de l'article 452 RPolFeu, le facturer au service compétent ou à un tiers.

Article 18

¹ L'Etat-major propose à la COGESTI les candidatures pour les nouveaux officiers, nomme les sous-officiers et incorpore les sapeurs-pompiers.

² Les promotions sont faites conformément aux prescriptions du règlement cantonal et à l'ECAB.

Article 19

¹ Les sapeurs-pompiers et les cadres sont soumis aux obligations prévues par les lois et règlements cantonaux.

² Les absences sont reconnues excusables dans les cas suivants :

- décès dans la famille ;
- maladie ou accident attestés par un certificat médical ;
- service militaire ;
- activité professionnelle urgente attestée par l'employeur, respectivement dûment motivée par un indépendant ;
- autres cas de force majeure.

Article 20

¹ Dans la mesure du possible, les excuses sont remises par écrit au Commandant ou à son remplaçant 48 heures avant l'exercice. Les absences injustifiées seront sanctionnées selon l'article 25.

² Sur demande, une justification de l'absence sera remise par écrit au Commandant ou à son remplaçant dans les 48 heures suivant l'exercice.

Article 21

Chaque sapeur-pompier doit tenir son équipement en bon état et le rendre également en bon état au moment où il quitte le Corps.

Article 22

Tout sapeur-pompier, quel que soit son grade, a le devoir de participer à la lutte contre le feu et contre tout autre sinistre dès qu'il est alarmé.

Article 23

Le Corps fait partie de la Fédération de district, de la Fédération cantonale (FFSP) et de la Fédération suisse des Sapeurs-pompiers (FSSP).

Article 24

¹ Les sapeurs-pompiers sont assurés à titre complémentaire auprès de la Caisse de secours de la FSSP conformément aux dispositions de l'assurance. Les cotisations sont payées par la commune.

² La commune assure les véhicules privés réquisitionnés.

³ Les cas d'accident ou de maladie doivent être annoncés immédiatement au Commandant.

CHAPITRE IV

SANCTIONS PÉNALES ET DISCIPLINAIRES

Article 25

¹ Celui ou celle qui n'obtempère pas à un ordre ou qui contrevient intentionnellement ou par négligence aux prescriptions du présent règlement est passible d'une amende de CHF 20.00 à 1'000.00 prononcée par le Conseil communal de la commune de domicile de la personne incorporée en la forme de l'ordonnance pénale.

² La personne condamnée peut faire opposition par écrit auprès du Conseil communal, dans les 10 jours dès la notification de l'ordonnance pénale (art. 86 al. 2 LCo).

³ Sont d'autre part réservées les dispositions pénales de la Loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (art. 50ss.).

Article 26

Durant l'année, les absences non justifiées à un cours, un exercice ou à une intervention sont punissables de :

- la première fois : demande de justification ;
- la deuxième fois : CHF 250.00 au maximum ;
- la troisième fois : exclusion du Corps.

Article 27

L'arrivée tardive à un exercice entraîne la perte de 50 % de la solde et, au-delà de 30 minutes, elle est assimilée à une absence non justifiée.

Article 28

¹ La dénonciation est faite par le Commandant ou par son remplaçant.

² L'amende ou l'exclusion sont prononcées par le Conseil communal de la commune de domicile de la personne incorporée, sur avis du Commandant ou de son remplaçant.

CHAPITRE V

VOIES DE DROIT

Article 29

¹ Toute décision prise en application du présent règlement est sujette à réclamation auprès du Conseil communal. L'article 86 alinéas 2 et 3 LCo demeure réservé pour les sanctions pénales.

² Les décisions du Conseil communal prises sur réclamation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Préfet. Toutefois, les décisions prises sur réclamation relatives à la taxe d'exemption sont sujettes à recours au Tribunal cantonal.

³ Le délai de réclamation et de recours est de trente jours.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 30

Le règlement organique du service de défense incendie du 23 mai 2011 est abrogé.

Article 31

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Préfecture.

Adopté par le Conseil communal du ...

Le Syndic :

Roger Brodard

Le Secrétaire :

Yves Bard

Adopté par le Conseil général du ...

La Présidente :

Roxanne Ecoffey

Le Secrétaire :

Yves Bard

Approuvé par la Préfecture de la Glâne le ...

Le Préfet :

Willy Schorderet

ANNEXE N° 1

REGLEMENT ORGANIQUE DU SERVICE DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE ET LA PROTECTION CONTRE LES EVENEMENTS NATURELS

Article 8 *Taxe d'exemption*

CHF 125.00 pour toutes les personnes astreintes au service.

CHF 60.00 pour les étudiants et les apprentis. Ils feront parvenir à l'administration communale une copie de leur carte d'étudiant ou d'apprenti avant la fin septembre de chaque année. Sans autres nouvelles, la taxe d'exemption sera facturée intégralement et ne sera pas recorrectée.

Autre modalité :

Les participants à la séance de recrutement annuelle verront leur taxe réduite de 50 % l'année suivant la séance de recrutement.

Article 39 *Montant de l'amende pour absence à un exercice ou à une intervention*

Ce montant est fixé à :

- la première fois : demande de justification ;
- la deuxième fois : CHF 250.00 au maximum ;
- la troisième fois : exclusion du Corps de sapeurs-pompiers.

Adoptée par le Conseil communal du ...

Le Syndic :

Roger Brodard

Le Secrétaire :

Yves Bard

Adoptée par le Conseil général du ...

La Présidente :

Le Secrétaire :

Roxanne Ecoffey

Yves Bard

Approuvée par la Préfecture de la Glâne le ...

Le Préfet :

Willy Schorderet

ANNEXE N° 2

REGLEMENT ORGANIQUE DU SERVICE DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE ET LA PROTECTION CONTRE LES EVENEMENTS NATURELS

Le Centre de renfort

Article 1

Le Centre de renfort de Romont (ci-après CR) créé au sens de l'article 35 de la Loi (LPolFeu), est soumis au Règlement organique du service de défense contre l'incendie et la protection contre les événements naturels de la Commune.

Article 2

¹Les membres du CR assurent les premiers secours pour le service de défense contre l'incendie, les éléments naturels et autres événements dommageables sur le territoire des trois communes.

²Le CR est appelé à appuyer les Corps de sapeurs-pompiers locaux pour la lutte contre le feu.

³Le CR assure les missions pour le sauvetage de personnes nécessitant des moyens spéciaux et pour la défense contre les hydrocarbures et autres substances.

⁴Le secteur et les modalités d'intervention du CR sont déterminés par l'ECAB.

Article 3

¹Le CR est composé de plusieurs groupes d'intervention et d'un effectif suffisant pour lui permettre d'accomplir les tâches qui lui incombent.

²Les groupes d'intervention assurent un service de piquet par rotation régulière, selon un plan établi au début de chaque année.

Article 4

¹Pendant leur service de piquet, les sapeurs-pompiers du groupe d'intervention doivent se trouver soit sur le territoire de l'intercommunale, soit à une distance maximale de 4 km du

bâtiment du feu de la Commune de Romont, sauf pour intervention. Ils doivent constamment pouvoir être atteints par le récepteur-radio mis à leur disposition.

²Durant leur service de piquet, les groupes d'intervention sont équipés de matériel radio qu'ils doivent constamment garder en fonction afin de pouvoir être atteints facilement.

³Pendant leur service de piquet, les sapeurs-pompiers prennent les mesures nécessaires pour garantir leur aptitude à l'intervention.

Article 5

¹Un membre du service de piquet qui ne peut, pour un motif valable, assurer son service, est personnellement tenu de se faire remplacer par une personne de formation équivalente et d'en aviser son chef de groupe, respectivement le Commandant, pour un officier.

²Celui qui ne peut assumer ses responsabilités de service pour raison de maladie ou d'accident a l'obligation de se faire remplacer.

Article 6

Les membres du CR peuvent être appelés à effectuer des exercices supplémentaires en vue de parfaire leur formation.

Article 7

Le CR est équipé et dispose d'un matériel supplémentaire correspondant au genre de ses interventions.

Article 8

¹Les membres du CR reçoivent une solde pour leur service de piquet le week-end et les jours fériés, indépendamment de la solde qu'ils pourraient toucher pour une intervention ou un exercice durant leur service de piquet.

²L'Etat-major, en cas de nécessité, peut ordonner le service de piquet pendant les jours de semaine pour tout ou partie du groupe d'intervention.

Adoptée par le Conseil communal du ...

Le Syndic :

Roger Brodard

Le Secrétaire :

Yves Bard

Adoptée par le Conseil général du ...

La Présidente :

Roxanne Ecoffey

Le Secrétaire :

Yves Bard

Approuvée par la Préfecture de la Glâne le ...

Le Préfet :

Willy Schorderet